



N° 76    Novembre 2010

**L**ors de l'Assemblée générale des Nations Unies de septembre 2000, les Etats du monde entier, en adoptant la Déclaration du Millénaire, ont reconnu qu'ils étaient «collectivement tenus de défendre, au niveau mondial, les principes de la dignité humaine, de l'égalité et de l'équité».

Les 189 Etats se sont fixé huit « Objectifs du Millénaire pour le Développement » (OMD) à atteindre d'ici 2015, afin de bâtir, ensemble, un monde sans pauvreté.



Si des progrès ont été accomplis en 10 ans, qu'en est-il au cas par cas, cinq ans avant l'échéance, après la réunion des chefs d'Etats du 20 au 22 septembre 2010 ?

*Si, par un improbable sursaut de solidarité et d'efforts financiers, on parvenait à éradiquer l'extrême pauvreté, il n'en restera pas moins nécessaire d'assurer le développement des pays du Sud. Développement qui passe, en premier lieu, par l'agriculture paysanne et familiale, puis par des échanges locaux et régionaux. C'est cet objectif que poursuit notre groupe Peuples Solidaires de Caluire, à travers le programme « Sécurité alimentaire » qui répond à des projets de nos partenaires en assurant la formation adéquate*

## ► Objectif n° 1 *Réduire l'extrême pauvreté et la faim*

Entre 1990 et 2005, la pauvreté et la sous-nutrition ont globalement reculé. Les résultats positifs étant surtout le fait des pays d'Asie ; ceux d'Afrique n'ayant pas connu d'amélioration. En 2008, la hausse des denrées alimentaires puis la crise économique ont plongé dans la misère 90 millions supplémentaires d'individus. Plus d'un Africain sur deux vit encore avec moins d'1,25 \$ par jour.

Les premières victimes sont les paysans qui produisent une nourriture à laquelle ils ne peuvent accéder. car les pays en développement ont été priés, par la Banque mondiale et le FMI, d'abandonner les cultures vivrières pour des monocultures plus rentables sur le plan international. C'est ainsi que la FAO note que seule la moitié de la production de céréales est utilisée pour la consommation humaine, l'autre moitié étant répartie dans la consommation animale ou énergétique. Les chances de réduire de moitié la faim dans le monde semblent bien minimes...



**La faim, une réalité pour un milliard de personnes.**

## ► Objectif n°2 *Assurer l'éducation pour tous*

L'augmentation effective du taux de scolarisation dans le primaire (80 à 89%) soulève paradoxalement les insuffisances de cet objectif. Tout d'abord, il ne s'agit que de l'enseignement primaire au détriment des autres niveaux. Exemple au Burkina Faso : taux de scolarisation au primaire 76%, 26% au collège, 10% au lycée et 2% à l'université. De plus, la diminution des budgets alloués et la formation allégée des enseignants ne contribuent pas à la qualité de l'enseignement. 1,9 million de postes d'enseignants supplémentaires sont nécessaires, ce qui signifie 16 milliards de dollars de plus par an. Si les tendances actuelles persistent, il restera 56 millions d'enfants exclus d'école.

**Environ 215 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans travaillent dans le monde.**

(source : Bureau International du Travail)

## ► Objectif n°3 *Promouvoir l'égalité des sexes et le sort des femmes*

Qu'il s'agisse de fréquenter l'école, d'accéder aux services de santé, de trouver un emploi ou d'atteindre la parité dans les représentations politiques, les femmes ont encore un long chemin à parcourir. Même si, en 2001, 60% des pays sont parvenus à la parité entre les sexes à l'inscription en primaire, les filles, en raison des tâches qui leur incombent, sont souvent contraintes à abandonner leur cursus.

Qu'il s'agisse de santé, d'éducation, du travail de la terre (dont elles sont rarement propriétaires) la lutte contre la pauvreté repose beaucoup sur les épaules des femmes. La question de leur égalité avec les hommes représente donc une priorité absolue car défendre leurs droits, c'est défendre la démocratie.

## ► Objectif n°4 *Réduire de deux-tiers la mortalité infantile*

La mortalité des enfants de moins de cinq ans a diminué dans le monde entier, avec toutefois des inégalités. 82% des enfants reçoivent le vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche contre 50% au début des années 60. De nouveaux vaccins contre l'hépatite B et certaines formes de méningite ont été introduits. Les campagnes de vaccination contre la rougeole ont permis de réduire de 78% la mortalité imputable à cette maladie. Toutefois, 9 millions d'enfants meurent encore, chaque année, de maladies évitables ou faciles à traiter : la faim n'est pas qu'une affaire d'accès à la nourriture mais aussi de qualité nutritionnelle. La sous-nutrition rend les enfants plus vulnérables à la maladie ; pneumonies et diarrhées sévères sont responsables de 36% des décès, sans parler de paludisme et du sida... Beaucoup de régions ont obtenu une réduction d'au moins 50% de cette mortalité, comme l'Asie de l'Est et l'Afrique du Nord, mais des efforts accrus sont encore nécessaires pour la santé des enfants.

**En Afrique, un enfant sur huit meurt avant son cinquième anniversaire.**

## ► Objectif n°5 *Améliorer la santé maternelle*

Cet objectif est celui qui a le moins progressé. Mille femmes meurent, chaque jour, de causes liées à leur grossesse, dont plus de la moitié en Afrique subsaharienne. L'éloignement des centres de soins, l'absence de moyens de transports, la pénurie de personnel soignant et le coût des soins sont cause de décès évalués à 350 000 par an. La réduction du nombre de grossesses chez les adolescentes est au point mort : 200 millions de femmes ne disposent pas de contraceptifs fiables et l'on enregistre 19 millions d'avortements dans des conditions dangereuses. Répondre à ces besoins suffirait à réduire d'un tiers le taux de mortalité maternelle. Atteindre l'objectif fixé supposerait une diminution annuelle de 5,5% des décès.

Or la baisse observée depuis 1990 est à peine de 2,3%.



## ► Objectif n°6 *Avoir enrayer la propagation du sida et du paludisme*

Diminution du nombre de personnes décédant du sida, augmentation du nombre de malades traités, l'objectif n°6 est celui qui a le plus progressé grâce à la mobilisation des malades qui ont fait émerger la lutte contre cette pandémie comme une priorité de santé publique ; grâce aussi à la mobilisation politique de plusieurs pays du Sud et à des financements sans précédents. La création, en 2003, du Fond mondial a changé l'échelle de la lutte. Malheureusement, l'accès universel au traitement en 2010 n'a pas été atteint : sur les 15 millions de personnes séropositives dans les pays à faibles ou moyens revenus, 10 millions n'en reçoivent toujours pas.

En ce qui concerne le paludisme, plus d'un tiers des pays touchés ont connu une réduction de plus de 50% du nombre de cas. Bilan plus sombre pour la tuberculose qui a tué 1,8 millions de personnes, en 2008, et on compte 9 millions de nouveaux cas par an. Les formes multi-résistantes aux traitements se développent dangereusement en Afrique et en Europe de l'Est. Les ressources financières mobilisées par la communauté internationale plafonnent à près de 10 milliards de dollars par an, alors que 28 milliards sont requis pour cet objectif. Depuis 2008, les promesses politiques n'ont pas été tenues.



## Objectif n°7 *Assurer un environnement durable*

L'objectif a le mérite de rappeler les liens entre environnement et pauvreté, cependant aucun accord n'a pu être trouvé pour organiser la lutte contre le changement climatique. Bilan négatif aussi pour la préservation des espèces dont une sur trois est menacée au niveau mondial. En ce qui concerne l'eau, le sommet de Rio avait déjà promis, en 1992, que « *tout serait mis en oeuvre pour qu'en 2000 l'eau soit accessible partout où elle manque encore* ».

Mais malgré les bonnes volontés affichées, plus d'un milliard de personnes à travers le monde seront toujours privées d'eau potable. De plus, l'ONU admet que l'objectif de diviser par deux le nombre de personnes n'ayant pas accès à un assainissement sain, permettant de limiter la propagation des maladies, ne sera pas réalisé.

**1% du budget de l'armement mondial par an,  
pendant dix ans, suffirait à régler le problème de l'eau.**

## ► Objectif n°8 *Mettre en place un partenariat de développement*

L'aide publique au développement (APD) a été conçue dans l'objectif de rattrapage des pays les moins avancés, ce qui devait passer par le transfert de technologies, de ressources financières et le développement du capital humain. Mais la libéralisation des marchés, sans protection pour les pays du Sud, qui a entraîné la hausse des produits alimentaires n'a fait qu'accentuer le déséquilibre de la balance commerciale. L'ONU avait fixé comme but que les pays riches consacrent au développement 0,7% de leurs produits intérieurs bruts (PIB) et les donateurs avaient promis, en 2005, d'augmenter de 50 milliards de dollars leur participation. Le compte n'y est pas : en 2009, l'aide (en baisse par rapport à 2008) s'est élevée à 119 milliards de dollars, très loin des 160 milliards espérés. Quant au taux d'aide, il plafonne à 0,3%.

## L'aide va-t-elle à ceux qui en ont le plus besoin ?

Avec 0,46% de son PIB consacré au développement, la France est le deuxième bailleur en volume, juste derrière les Etats-Unis. Mais ce chiffre englobe l'allègement de la dette des pays les plus pauvres qui aurait dû s'ajouter à l'Aide Publique au Développement (APD). Il inclut aussi les prêts auxquels la France recourt de plus en plus, au détriment des dons. De ce fait, l'APD s'oriente davantage vers les pays émergents qui, comme la Chine, sont capables d'assumer des taux proches de ceux du marché. Il faut préciser que l'allègement de la dette s'accompagne de conditions drastiques, notamment l'interdiction de s'endetter de nouveau et d'augmenter les dépenses sociales. L'attribution de l'aide dans ces conditions contraint parfois les bénéficiaires à se tourner vers d'autres prêteurs, comme la Chine ou l'Arabie Saoudite...

### Un bilan mitigé

Si des améliorations se sont fait sentir dans certains domaines, elles masquent une montée des inégalités toujours présentes en raison de la discrimination dont sont l'objet des groupes sociaux, comme les Intouchables en Inde ou plus largement les femmes. De la même manière, les OMD se fixent seulement pour ambition d'améliorer les conditions de vie de 100 millions d'habitants des bidonvilles, alors qu'un milliard vit dans un habitat précaire. Cette situation fait dire au Secrétaire général d'Amnesty International :

*« Sans une articulation plus forte entre OMD et droits de l'Homme, les personnes les plus vulnérables resteront sur le bord de la route et les OMD n'atteindront pas ceux qui devraient en être les premiers bénéficiaires ».*

Au terme de trois jours de discussions, au siège des Nations Unies, du 20 au 22 septembre 2010, les engagements des Etats restent largement inférieurs aux besoins estimés pour faire reculer la mortalité maternelle et infantile. Le monde n'atteindra pas les objectifs 4 et 5 sans augmenter considérablement les budgets actuels.

Aujourd'hui, bien des pays européens qui se trouvent subitement en proie à des plans d'austérité vont couper leur budget d'aide au développement. L'Italie a déjà annoncé une diminution de 55% du sien.

Malheureusement, les gouvernements ne rendent de compte à personne. Ils peuvent prendre des engagements et ne rien faire et personne n'en a connaissance. Si leurs engagements étaient inscrits dans des plans nationaux contrôlés par les parlements, ils pourraient être interpellés.

Lutter efficacement contre la pauvreté nécessiterait d'ancrer les OMD aux droits de l'Homme. Inscrire la lutte contre la faim dans le droit à l'alimentation exigerait des gouvernements du Nord et du Sud qu'ils rendent des comptes, qu'ils mesurent les progrès effectués et s'exposent à la critique. Or, même si individuellement des pays du Sud comprennent cette nécessité, le G 77 qui regroupe les pays en développement, reste violemment hostile à toute référence contraignante aux Droits de l'Homme.

### Et maintenant ?

La France a annoncé, pour les trois prochaines années, 180 millions d'euros supplémentaires pour la lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose, mais la moitié de cette somme promise au Fonds mondial, peut être comptabilisée dans l'initiative du G8 en faveur de la santé maternelle et infantile, déjà annoncée en juin...

Il convient toutefois de saluer le fait que le président a relancé l'idée d'une taxe sur les flux financiers, à l'instar de la taxe sur les billets d'avion (appliquée depuis 2006 par quinze pays) qui a rapporté 1,7 milliard d'euros et permis de traiter 400 000 enfants atteints du sida. Selon les modalités, la taxe devrait rapporter entre 30 et 300 milliards d'euros.

Malgré l'opposition des Etats-Unis et de la Grande Bretagne, ce qui semblait utopique il y a dix ans, devient incontournable. *« Instituer une telle taxe n'est plus une question de faisabilité, c'est une question de volonté politique »* résume le premier ministre belge.

## ***Assez de promesses. Des actes !***

Ce bulletin a été réalisé à partir du numéro de Septembre d'Altermonde et d'articles du Monde.

Photo n° 1 issue de Google Image du site « lesclesjuniors.com » ; n° 2 & n° 3 du site 20minutes.fr (S.Pouzet & ALTAF/QADRI/AP/SIPA)

---

***Si vous souhaitez soutenir notre action, merci de nous faire parvenir votre cotisation (20 euros) ou vos dons :  
notre CCP 1196 57 K Lyon***

***Indiquez-nous votre email, si vous êtes d'accord pour recevoir ce bulletin par internet***